

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 06 juin 2016**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Direction du  
Développement Economique -  
Association « Pégase » sous le sigle « Safe  
Cluster » - Octroi d'une subvention

 Original  
■ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.098

Date de la convocation :  
**Le 31/05/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Monsieur DAUNIS,**

Le Pôle SAFE est issu de la fusion des pôles PEGASE et RISQUES et est porté par l'association PEGASE.

Conformément à ses statuts du 18 décembre 2015, l'objet du Pôle SAFE est dédié au domaine de la Sécurité Globale et aux services liés, appuyé sur les filières aéronautiques et spatiales intégrant l'ensemble de l'offre de valeur.

Les missions du Pôle SAFE sont :

- Analyser et diagnostiquer l'écosystème
- Structurer les chaines de valeur par filières industrielles d'excellence
- Identifier les écarts entre la demande des marchés et l'offre du réseau
- Détecter les structures les plus prometteuses et mettre en place les accompagnements adaptés pour accélérer leur croissance.

En 2016, les principaux objectifs du Pôle SAFE en rapport avec le territoire de la CASA et ses acteurs sont les suivants :

- Accompagner le développement l'ensemble des adhérents du territoire sur l'ensemble des leviers identifiés par le Pôle ;
- Intégrer les adhérents du territoire dans des dispositifs ou actions collectives pertinentes portées ou soutenues par le Pôle ;
- Intégrer des adhérents du territoire dans des projets collaboratifs à vocation commerciale ;
- Promouvoir des actions favorisant le développement du territoire : animation réseau recherche académique et PME...
- Intégrer des acteurs locaux dans des grands programmes du pôle donnant accès, entre autres, aux financements du « Programme Investissement d'Avenir » ;
- Animer une communauté d'acteurs autour du développement des applications spatiales à des fins de production de nouveaux services : traitement des images satellitaires, géolocalisation, et télécommunications satellitaires ;
- Structurer et développer la filière spatiale régionale ;
- Animer et co-piloter le meta-incubateur ESA-BIC Sud France de l'Agence Spatiale Européenne ;
- Participer à l'animation du Business Pôle.

C'est dans ce contexte que l'Association PEGASE pour le Pôle SAFE, hébergée au Business Pôle, sollicite la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour un montant de 25 000 € pour l'année 2016 afin de l'accompagner dans ses missions.

La CASA a octroyé au Pôle SAFE - ex PEGASE - une subvention de 18 000 € en 2015.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir l'Association PEGASE pour le Pôle SAFE et de lui octroyer une subvention de 25 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association PEGASE, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 de la mission Sophia Antipolis.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir l'Association PEGASE pour le Pôle SAFE et de lui octroyer une subvention de 25 000 €,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association PEGASE, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 de la mission Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 06 juin 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION PEGASE sous le sigle Pôle SAFE**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 juin 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'Association dénommée Association « PEGASE » sous le sigle « Pôle SAFE » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de développer la filière aéronautique et spatiale en PACA, dont le siège social est situé Domaine du Petit Arbois, BP 10028, 13545 AIX EN PROVENCE cedex 4, représentée par Monsieur Michel FIAT agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Pôle SAFE**

### **EXPOSE**

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Le Pôle SAFE est issu de la fusion des pôles PEGASE et RISQUES et est porté par l'association PEGASE.

Conformément à ses statuts du 18 décembre 2015, l'objet du Pôle SAFE est dédié au domaine de la Sécurité Globale et aux services liés, appuyé sur les filières aéronautiques et spatiales intégrant l'ensemble de l'offre de valeur.

Les missions du Pôle SAFE sont :

- Analyser et diagnostiquer l'écosystème
- Structurer les chaînes de valeur par filières industrielles d'excellence
- Identifier les écarts entre la demande des marchés et l'offre du réseau
- Détecter les structures les plus prometteuses et mettre en place les accompagnements adaptés pour accélérer leur croissance.

La C.A.S.A. dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique a décidé de soutenir le pôle SAFE

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'animation et de développement économique développée ci-dessous.

En 2016, les principaux objectifs du Pôle SAFE en rapport avec le territoire de la CASA et ses acteurs sont les suivants :

- Accompagner le développement l'ensemble des adhérents du territoire sur l'ensemble des leviers identifiés par le Pôle ;
- Intégrer les adhérents du territoire dans des dispositifs ou actions collectives pertinentes portées ou soutenues par le Pôle ;
- Intégrer des adhérents du territoire dans des projets collaboratifs à vocation commerciale ;
- Promouvoir des actions favorisant le développement du territoire : animation réseau recherche académique et PME...
- Intégrer des acteurs locaux dans des grands programmes du pôle donnant accès, entre autres, aux financements du « Programme Investissement d'Avenir » ;
- Animer une communauté d'acteurs autour du développement des applications spatiales à des fins de production de nouveaux services : traitement des images satellitaires, géolocalisation, et télécommunications satellitaires ;
- Structurer et développer la filière spatiale régionale ;
- Animer et co-piloter le meta-incubateur ESA-BIC Sud France de l'Agence Spatiale Européenne ;
- Participer à l'animation du Business Pôle.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le Pôle SAFE pour la réalisation de ces objectifs

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 1 979 991 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

Le Pôle SAFE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 25 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 80 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 20 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

#### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

Le Pôle SAFE s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- La liste des actions organisée sur le territoire de la CASA ou concernant son écosystèmes (animation, réunion, comité de pilotage projet, assemblée générale, Bureau exécutif, projet structurant ...);

- La liste des acteurs (entreprises ou laboratoires de Recherche) concernés par des actions significatives et spécifiques du pôle concernée (Projets collaboratifs, actions collectives, accompagnement personnalisé ...) ;
- Ces bilans seront fournis pour la période de 6 mois antérieure à la date d'émission du bilan.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Un point annuel sera organisé entre un représentant du pôle et un représentant de la CASA.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le Pôle SAFE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

Le Pôle SAFE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, le Pôle SAFE remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une

version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si le Pôle SAFE est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ Le Pôle SAFE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le Pôle SAFE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

Le Pôle SAFE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.



#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association PEGASE,  
Le Président

Pour la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis,  
Le Président

**Michel FIAT**

**Jean LEONETTI**

## 2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 16

ou date de début :

date de fin :

CHARGES	Montant <sup>5</sup>	PRODUITS	Montant
<b>60 – Achats</b>	299307	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	304697
Prestations de services	291000		
Achats matières et fournitures	8307	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>6</sup></b>	1376494
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	540000
<b>61 - Services extérieurs</b>	112755	-	
Locations	57873	-	
Entretien et réparation	34613	Région(s) : paca	470000
Assurance	3655	-	
Documentation	16614	Département(s) : 06/13/84	85000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	463685	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	189842	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>7</sup>	
Publicité, publication	77070	-	281494
Déplacements, missions	178940	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	17833	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
<b>64- Charges de personnel</b>	1099814	-	
Rémunération des personnels	725876	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	373938	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	298800
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	298800
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	4430	<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	1979991	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	1979991
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>8</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	469000	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	469000
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	469000	Dons en nature	469000
<b>TOTAL</b>	2448991	<b>TOTAL</b>	2448991

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

<sup>7</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>8</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 06/06/2016  
Numéro : BC.2016.098  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association "Pégase " sous le sigle " Safe Cluster " - Octroi d'une subvention  
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937105  
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-24-19.00  
Envoyé le : 23/06/2016  
à (TU) : 07h24:36

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/06/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI\_6097-DE

**Acte reçu**

Date : 06/06/2016  
Numéro interne : AOI\_6097  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 6  
Objet : Association "Pégase " sous le sigle " Safe Cluster " - Octroi d'une subvention  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160606-AOI\_6097-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 2  
006-240600585-20160606-AOI\_6097-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160606-AOI\_6097-DE-1-1\_3.pdf